

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 256

[2010/200205]

14 JANVIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, tel que modifié dernièrement le 30 avril 2009, notamment l'article 17/6;

Vu le règlement d'ordre intérieur adopté par le conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" lors de sa séance du 30 septembre 2009;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" ci-annexé.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2009.

Art. 5. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 janvier 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

AnnexeRèglement d'ordre intérieur du conseil d'administration O.I.P.
Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"Section 1^{re}. — Les séances du conseil d'administration

Article 1^{er}. Le conseil d'administration est constitué de six membres désignés par le Gouvernement wallon. Un délégué de l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré (en abrégé : "CHU"), et le commissaire du Gouvernement assistent également aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. Le conseil d'administration, sur proposition, et le/la président(e), d'initiative, peuvent inviter toute personne à assister à une de ses réunions en vue d'apporter à celui-ci les informations techniques qui lui sont nécessaires.

Art. 2. Sans préjudice des pouvoirs réservés au Gouvernement wallon, le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Centre, qui subsiste en sa seule qualité d'employeur du personnel statutaire.

Les réunions du conseil d'administration ne sont pas publiques.

Elles sont présidées par le (la) président(e) du conseil d'administration, en son absence, par le(la) vice-président(e).

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses compétences au (à la) président(e) du conseil d'administration.

Art. 3. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que c'est nécessaire, en fonction de ses compétences résiduelles, sur convocation du/de la président(e). En cas d'empêchement du (de la) président(e), cette compétence appartient au (à la) vice-président(e).

Sur demande écrite de trois administrateurs au moins, le (la) président(e) convoque un conseil d'administration.

Art. 4. Le/la secrétaire du conseil d'administration est désigné(e) parmi les membres du personnel du CHU sur proposition du/de la directeur(rice) du CHU.

Section 2. — La compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration

Art. 5. Le/la président(e) fixe l'ordre du jour et convoque les membres du conseil d'administration dans un délai d'au moins dix jours calendrier.

En cas d'empêchement du (de la) président(e), cette compétence appartient au (à la) vice-président(e).

La documentation relative aux points de l'ordre du jour parviendra aux membres du conseil d'administration dans les meilleurs délais.

A la demande d'au moins trois membres, le/la président(e) inscrit un point à l'ordre du jour.

Art. 6. Chaque point à l'ordre du jour donnant lieu à une décision fera, sauf urgence dûment motivée, l'objet d'un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision.

Art. 7. La convocation du conseil d'administration se fait par lettre missive et précise l'ordre du jour, les lieu, jour et heure de la réunion. Un point "divers" est systématiquement prévu à l'ordre du jour. Toutefois, seuls les points "secondaires" peuvent être abordés dans ce cadre. Sous motif de l'urgence, le/la président(e) peut cependant ajouter un point à l'ordre du jour surtout lorsque celui-ci est jugé important.

Art. 8. Lors du conseil d'administration, le (la) président(e) pour chaque point de l'ordre du jour :

- le commente ou invite à le commenter;
- accorde la parole aux membres du conseil d'administration qui la demandent;
- clôt la discussion;
- circonscrit l'objet du vote et met aux voix.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le (la) président(e) ou son (sa) remplaçant(e) de séance n'en décide autrement.

Section 3. — Quorum et modalités de votes

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit valablement lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents ou représentés. Les jetons de présence ne sont accordés qu'en cas de présence effective du membre.

Lorsque, après avoir ouvert la réunion du conseil d'administration, le (la) président(e) constate que la majorité des membres en fonction n'est pas présente ou n'est pas représentée, le (la) président(e), clôture la séance.

De même, lorsque, au cours de la réunion du conseil d'administration, le (la) président(e) constate que la majorité des membres en fonction n'est plus présente ou représentée, le (la) président(e), clôture la séance.

Art. 10. Si le conseil d'administration a été convoqué une première fois et ne s'est pas trouvé en nombre suffisant pour délibérer, il peut, après une nouvelle convocation envoyée par lettre recommandée, et quel que soit le nombre de membres présents, délibérer valablement sur les objets ayant figuré à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les délibérations sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du/de la président(e) est prépondérante. Les votes se font à main levée, à l'exception des votes portant sur des personnes.

Après chaque vote, le président proclame le résultat de celui-ci. Ce résultat sera acté au procès-verbal de manière générale et non nominative (unanimité, voix pour, voix contre et abstention(s)).

En cas de vote à bulletin secret, le/la président(e) et le/la secrétaire assurent le dépouillement. En cas d'absence du/de la président(e), la séance est présidée par le/la vice-président(e). Tout membre du conseil d'administration est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

En cas de scrutin secret, le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés de façon telle que, pour voter, les membres du conseil d'administration n'aient plus qu'à noircir un cercle ou à tracer une croix dans un cercle sous "oui"/"non"/"abstention".

Le vote par procuration est admis pour les membres absents. Chaque membre présent ne peut détenir qu'une seule procuration.

Par ailleurs, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, les membres du conseil d'administration qui n'étaient pas présents en permanence durant l'ensemble des auditions, ne pourront prendre part ni à la délibération, ni au vote sur la sanction disciplinaire à infliger.

Art. 11. Il est interdit aux membres du conseil d'administration (qu'ils aient une voix délibérative ou consultative) de rester en séance lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération portant sur un objet à propos duquel ils ont un intérêt direct.

Section 4. — L'obligation de discrétion - communication des décisions

Art. 12. Toutes les personnes ayant participé à une séance du conseil d'administration sont tenues de respecter le secret des propos tenus, des votes et des délibérations éventuelles.

Les membres sont donc tenus à un devoir de discrétion dans l'exercice de leur mission. La plus stricte confidentialité sera observée en ce qui concerne les débats et les votes.

Section 5. — L'approbation du procès-verbal des réunions du conseil d'administration

Art. 13. Les décisions du conseil d'administration sont enregistrées par des procès-verbaux qui relatent succinctement les débats et les résultats des votes. A la demande des administrateurs minoritaires lors d'un vote, une note de minorité peut être jointe au procès-verbal relative au point en question. Par ailleurs, en cas d'abstention d'un ou plusieurs administrateurs lors d'un vote, la motivation de cette (ces) abstention(s) peut être portée au procès-verbal. Le procès-verbal est approuvé lors de la réunion suivante, puis paraphé par le/la président(e). Les expéditions, extraits et copies sont signés par le/la président(e). Les membres ayant assisté aux débats sont tenus à la confidentialité des débats.

Art. 14. Tout membre du conseil d'administration a le droit, au début de la réunion, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente.

Ces observations sont consignées dans le procès-verbal de la réunion suivante.

En l'absence d'observation, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le (la) président(e).

Section 6. — Application

Art. 15. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2009.

Le présent règlement s'applique à tous les participants au conseil d'administration, tels que définis en son article 1^{er}.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 256

[2010/200205]

14 JANUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, voor het laatst gewijzigd op 30 april 2009, inzonderheid op artikel 17/6;

Gelet op het huishoudelijk reglement aangenomen door de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" tijdens zijn zitting van 30 september 2009;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het bijgevoegde huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" is goedgekeurd door de Regering.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2009.

Art. 5. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage

Huishoudelijk reglement van de raad van bestuur
van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"

Afdeling 1. — Zittingen van de raad van bestuur

Artikel 1. De raad van bestuur is samengesteld uit zes leden die door de Waalse Regering aangewezen worden. Een afgevaardigde van de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" (afgekort : "CHU") en de Regeringscommissaris wonen de zittingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij. Elke persoon kan op voorstel van de raad van bestuur of op initiatief van de voorzitter (voorzitster) uitgenodigd worden om één van de vergaderingen bij te wonen ten einde hen de nodige technische informatie te verstrekken.

Art. 2. Onverminderd de bevoegdheden van de Waalse Regering, beschikt de raad van bestuur over alle bevoegdheden die nodig zijn voor de administratie van het Centrum, dat blijft bestaan als werkgever van het statutair personeel.

De vergaderingen van de raad van bestuur zijn niet publiek.

Ze worden voorgezeten door de voorzitter (voorzitster) van de raad van bestuur of, in geval van afwezigheid, door de ondervoorzitter (ondervoorzitster).

De raad van bestuur kan sommige bevoegdheden aan zijn voorzitter (voorzitster) overdragen.

Art. 3. De raad van bestuur vergadert telkens als nodig, al naar gelang van zijn residuele bevoegdheden, na oproeping door de voorzitter (voorzitster). Indien de voorzitter (voorzitster) verhinderd is, wordt die bevoegdheid door de ondervoorzitter (ondervoorzitster) uitgeoefend.

De voorzitter (voorzitster) roept een raad van bestuur bijeen op schriftelijk verzoek van minstens drie bestuurders.

Art. 4. De secretaris (secretaresse) van de raad van bestuur wordt onder de personeelsleden van het "CHU" aangewezen op de voordracht van de directeur (directrice) van het "CHU".

Afdeling 2. — Bevoegdheid om te beslissen over de agenda van de vergaderingen van de raad van bestuur

Art. 5. De voorzitter (voorzitster) bepaalt de agenda en roept de leden van de raad van bestuur bijeen binnen een termijn van minstens tien kalenderdagen.

Indien de voorzitter (voorzitster) verhinderd is, wordt die bevoegdheid door de ondervoorzitter (ondervoorzitster) uitgeoefend.

De documentatie betreffende de agendapunten wordt zo spoedig mogelijk naar de leden van de raad van bestuur gestuurd.

Er wordt een punt door de voorzitter (voorzitster) op de agenda opgenomen op verzoek van minstens drie leden.

Art. 6. Behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid zal elk agendapunt dat op een beslissing uitmondt het voorwerp zijn van een ontwerp van beraadslaging, dat een memorie van toelichting en een ontwerp van beslissing inhoudt.

Art. 7. De bijeenroeping van de raad van bestuur gebeurt schriftelijk en vermeldt de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering. Op de agenda wordt systematisch voorzien in een punt "varia". Alleen de "secundaire" punten kunnen in dat kader besproken worden. Om dringende redenen kan de voorzitter (voorzitster) evenwel een punt aan de agenda toevoegen indien het belangrijk geacht wordt.

Art. 8. Tijdens de raad van bestuur gaat de voorzitter (voorzitster) voor elk agendapunt te werk als volgt :

- hij geeft er uitleg over of verzoekt om uitleg erover;
- hij geeft het woord aan de leden van de raad van bestuur die het vragen;
- hij sluit de discussie;
- hij bepaalt het onderwerp van de stemming en laat tot de stemming overgaan.

De punten worden besproken in de volgorde waarin de agenda voorziet, tenzij de voorzitter (voorzitster) of zijn (haar) plaatsvervanger (plaatsvervangster) daar anders over beslist.

Afdeling 3. — Quorum en stemmodaliteiten

Art. 9. De raad van bestuur vergadert op geldige wijze wanneer minstens de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Het presentiegeld wordt slechts toegekend in geval van effectieve aanwezigheid van het lid.

Wanneer de voorzitter (voorzitster), na de vergadering van de raad van bestuur te hebben geopend, vaststelt dat de meerderheid van de leden in functie niet aanwezig of vertegenwoordigd is, sluit hij (zij) de vergadering.

Ook wanneer de voorzitter (voorzitster) tijdens de vergadering van de raad van bestuur vaststelt dat de meerderheid van de leden in functie niet meer aanwezig of vertegenwoordigd is, sluit hij (zij) de vergadering.

Art. 10. Indien de raad van bestuur een eerste keer bijeengeroepen werd en het aantal leden niet volstond om te beraadslagen, kan hij na een nieuwe bij aangetekend schrijven verstuurd bijeenroeping geldig beraadslagen over de onderwerpen die op de agenda van de vorige vergadering stonden, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter (voorzitster) doorslaggevend. Er wordt bij handopsteken gestemd, behalve bij stemmingen die personen betreffen.

Na elke stemming maakt de voorzitter (voorzitster) de uitslag bekend. Die uitslag wordt op algemene en niet nominatieve wijze in de notulen geacteerd (eenparigheid, stemmen voor, stemmen tegen en onthouding(en)).

In geval van geheime stemming zorgen de voorzitter (voorzitster) en de secretaris (secretaresse) voor de stemopneming. Bij verhindering van de voorzitter (voorzitster) wordt de vergadering voorgezeten door de ondervoorzitter (ondervoorzitster). Elk lid van de raad van bestuur mag de regelmatigheid van de stemopneming nagaan.

In geval van geheime stemming wordt het stemgeheim gegarandeerd door het gebruik van stembriefjes waarop de leden van de raad van bestuur een cirkel moeten zwart kleuren of aankruisen onder "ja"/"nee"/"onthouding".

De afwezige leden mogen bij volmacht stemmen. Elk aanwezig lid mag slechts over één enkele volmacht beschikken.

Anderzijds mogen de leden van de raad van bestuur die niet voortdurend aanwezig waren op het geheel van de zittingen in het kader van een disciplinaire procedure niet deelnemen aan de beraadslaging, noch aan de stemming betreffende de op te leggen disciplinaire sanctie.

Art. 11. Het is de leden van de raad van bestuur verboden (ongeacht of ze stemgerechtigd zijn of raadgevende stem hebben) op de vergadering te blijven bij de behandeling van of de beraadslaging over een punt betreffende een onderwerp waarbij ze een rechtstreeks belang hebben.

Afdeling 4. — Discretieplicht - Mededeling van de beslissingen

Art. 12. Alle personen die een zitting van de raad van bestuur hebben bijgewoond zijn verplicht tot de geheimhouding van de besprekingen, stemmingen en eventuele beraadslagingen.

De leden hebben dus een discretieplicht in de uitoefening van hun opdracht. De strengste geheimhouding zal in acht genomen worden wat de debatten en stemmingen betreft.

Afdeling 5. — Goedkeuring van de notulen van de vergaderingen van de raad van bestuur

Art. 13. De beslissingen van de raad van bestuur worden opgenomen in notulen waarin de debatten en de uitslagen van de stemmingen bondig vermeld worden. Op verzoek van de minoritaire bestuurders bij een stemming, kan een minderheidsnota over het desbetreffende punt bij de notulen gevoegd worden. Anderzijds kan, in geval van onthouding van één of meer bestuurders bij een stemming, de motivering van die onthouding(en) in de notulen vermeld worden. De notulen worden op de volgende vergadering goedgekeurd en vervolgens door de voorzitter (voorzitster) geparafeerd. De verzendingen, uittreksels en afschriften worden door de voorzitter (voorzitster) getekend. De leden die aan de debatten hebben deelgenomen zijn verplicht tot geheimhouding.

Art. 14. Elk lid van de raad van bestuur heeft aan het begin van de vergadering het recht om opmerkingen te maken over de wijze waarop de notulen van de vorige vergadering zijn opgemaakt.

Die opmerkingen worden opgenomen in de notulen van de volgende vergadering.

Bij gebrek aan opmerking worden de notulen van de vorige vergadering geacht te zijn aangenomen en getekend door de voorzitter (voorzitster).

Afdeling 6. — Toepassing

Art. 15. Dit reglement treedt in werking op 1 oktober 2009.

Dit reglement is van toepassing op alle deelnemers aan de raad van bestuur, zoals omschreven in artikel 1 ervan.